

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Nous sommes la majorité. Toutes et tous à Paris le 14 juin !

- D&S, la revue - Les éditos de "la lettre de D&S" -

Date de mise en ligne : jeudi 9 juin 2016

Démocratie & Socialisme

Cela dure depuis plus de 3 mois ! Aucun argument n'a retourné l'opinion, toujours défavorable malgré toutes les tentatives de la monter contre les blocages, contre les grèves. Nous sommes la majorité ! Celle d'aujourd'hui ! Et celle de demain !

La pétition en ligne avec plus de 1,3 million de signatures, les manifestations, les sondages à plus de 70 % contre la loi... et la manifestation nationale 14 juin à Paris montrent un rejet majoritaire.

C'est plus de 3 mois de mobilisation sociale avec des formes diverses contre la loi El Khomri et ses régressions pro-patronales pour réduire les salaires, déréglementer le temps de travail, casser des droits collectifs, détériorer les conditions de travail et de vie.

Le 49-3 a été utilisé contre la majorité à l'Assemblée et contre la majorité dans la rue

Annoncé dès février, le 49-3 a sonné comme un désaveu supplémentaire. Il n'y a pas de majorité pour voter une telle loi. La majorité de gauche avait des centaines d'amendements pour ne pas accepter la loi en l'état et en particulier ses articles sur la primeur aux accords d'entreprise, l'inversion de la hiérarchie des normes, la facilitation des licenciements économiques, l'affaiblissement de la défense des salariés dont le contrat de travail est rompu, la mise en cause de la médecine du travail...

À peine plus de 80 députés socialistes étaient prêts à voter la loi. Inadmissible pour Valls qui a dégainé le 49-3, arme anti-démocratique, arme des minoritaires contre des majorités.

Le 49-3 a mis un peu plus le feu au pays. Valls, jusqu'au-boutiste, sans majorité, a provoqué blocage et généralisation des grèves contre un déni de démocratie et contre une loi rejetée.

56 députés de gauche ont tenté de déposer une motion de censure puis ont pris des initiatives communes pour indiquer une sortie de crise en appelant François Hollande à reprendre les négociations avec l'ensemble des syndicats. Du jamais vu ! Un bloc de gauche pour dire : il y a une autre majorité possible. Elle est rose, rouge, verte, sociale et citoyenne.

Medef et droite : l'embuscade permanente

Alors qu'un débat semblait poindre pour modifier l'article 2, tout de suite le Medef - qui jurait que la loi ne contenait plus rien - est monté au créneau contre toute modification de l'article 2. Une belle démonstration pour qui cherchait encore à qui profitait cette loi. La droite a eu la même réaction que le Medef de crainte que le texte ne soit pas maintenu.

Valls a aussitôt bloqué toute possibilité de négociation et Macron a, quant à lui, déclaré qu'il fallait aller encore plus loin que le projet de loi actuel...

De quoi autoriser la droite à aller plus loin au Sénat. Mais les outrances de la droite ne feront pas de la loi El Khomri

une loi de gauche.

Le front s'est élargi contre la loi

Une majorité syndicale, regroupée en intersyndicale, s'oppose à la loi El Khomri : CGT, FO, Solidaires, FSU, Unef, UNL, FIDL. Depuis, la CFE-CGC s'est prononcée elle aussi contre en demandant la reprise de discussions, valorisant les accords de branche contre le dumping social. Quant à l'UNSA, elle a déclaré que le compte n'y était pas (certaines de ses fédérations comme celle des Transports demandant le retrait du projet de loi) .

Alors quel débouché ?

Face à un gouvernement sourd à la rue, sourd aux sondages d'opinion, sourd à sa majorité... il faut imposer le retrait de la loi. C'est possible ! En élargissant encore le mouvement, en prenant la parole une nouvelle fois avec la votation qu'organisent les syndicats et au-delà...

Mais le débouché est aussi politique. Valls et Macron, faux frères ennemis pour savoir lequel peut le mieux concurrencer la droite, sont minoritaires. Ils doivent partir.

Une majorité existe pour soutenir une autre politique sans la loi travail, sans la déchéance de nationalité, sans 49-3, sans aides aux banques et aux entreprises non accompagnées de contrepartie.

Cette majorité est sociale ! Cette majorité regroupe des socialistes, des communistes, des écologistes, des forces citoyennes...

Cette majorité dessine un projet autour d'urgences à satisfaire... sur le plan social, sur le plan écologique, sur le plan démocratique...

Cette majorité veut changer la construction européenne, élargir les services publics, relancer l'investissement public, augmenter les salaires, imposer une réforme fiscale et une réforme bancaire au service de la lutte contre le chômage et contre le réchauffement de la planète.

Elle puise son inspiration dans tous les combats sociaux du XXe siècle et dans les combats de la gauche.

À nous de construire le projet ensemble et de renforcer cette majorité

À nous d'engager la dynamique citoyenne pour que la bataille sociale contre la loi travail débouche sur une victoire politique contre le patronat, la droite, le néolibéralisme. Additionnons nos forces ! Alors, la dynamique sociale et citoyenne ira jusqu'aux urnes en 2017 !

C'est maintenant que ça se joue ! C'est de nous que ça dépend !

Nous sommes la majorité. Toutes et tous à Paris le 14 juin !

Il y a une majorité pour aujourd'hui et pour demain. Unissons-nous !